Formulaire de soumission de projet

Partie A: Résumé du Programme

A remplir par l'(les) organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) ou l'ONG

De: **Danish Refugee Council (DRC)**	Date de Soumission:**7 décembre 2011** Final Révision **: 7 Février 2012**

Contact: Lukas Rüst, Coordinateur Protection
Conseil Danois pour le Refugiés - DRC
Quartier Sissongo, B .P. 1434 – Bangui
Central African République
+236 72719006
protection.car@drc.dk

Organisation bénéficiaire : Danish Refugee Council (DRC)

Titre du Programme: Démobilisation et réinsertion d'enfants dans la Bamingui Bangoran

Code du Programme: CAF-12/P-HR-RL/43988

Secteur/Cluster : Protection

Objectif : Prévenir et réduire les risques de violations, d'exploitation et d'abus commis contre les enfants en situation de conflit dans la Bamingui Bangoran à travers des activités de démobilisation et de réinsertion d'au moins 100 enfants associés au groupe armé CPJP, de réinsertion d'au moins 100 enfants vulnérables et de surveillance des violations graves des enfants en situation de conflit

Bénéficiaires indirects :	environ 10 000 personnes affectées par le conflit (population de Dar-el-Kouti/Ndélé Centre et de 2-3 villages d'origine d'enfants associés au groupe armé CPJP et enfants vulnérables supplémentaires sur les axes au Nord de Ndélé qui seront bénéficiaires de réhabilitations communautaires)
Bénéficiaires directes :	100 ex-enfants associés au groupe armé CPJP 100 enfants vulnérables supplémentaires
Autres groupes (spécifier):	80 autorités locales (Préfet, Sous-Préfet,maires, cherfs de quartiers, de villages, chefs de secteurs, Président du Tribunal, Procureur, membres FACA, policiers, gendarmes, entre autres)

Partenaires : UNICEF, Ministère de l'Education, Ministère des Affaires Sociales

Durée du Projet: 12 mois (15 Février 2012 – 15 Février 2013)

Budget total du Programme (CAP) : **$ 625, 925**

Fonds demandé au CHF: **$ 482,217**

Montant et pourcentage de coûts indirects demandés au CHF: **$ 31547** (7% des coûts directs demandés au CHF)

Citer les efforts qui ont été faits afin de sécuriser un financement après une éventuelle contribution du CHF: Le présent projet s'inscrit dans la continuité des activités menées par DRC depuis janvier 2009 à Ndélé qui offrent des opportunités de réinsertion communautaire (AGR, Agropastorale, alphabétisation..) durable aux populations affectées par le conflit. Aussi, les activités mises en place seront cofinancées par les fonds ECHO (2011-2012) et effectuées ensemble avec un projet de CHF Sécurité Alimentaire/Relèvement précoce, qui offrent tous les deux de synergies naturelles (2011). En effet, les formations de comités de protection et les autorités seront effectué en utilisant les structures du projet ECHO. Le démarrage d'un projet intégré CHF Sécurité alimentaire/Relèvement précoce, l'expertise des programmes Agropastoral et Relèvement précoce dans la zone et la mise à disposition de fonds SIDA pour la mise en place d'écoles temporaires sur les axes Ngarba et Miamani permettront des synergies additionnelles en matière d'opportunités de réinsertion. Il existe notamment la possibilité d'intégrer les enfants dans des groupements déjà existants à Ndélé Centre pendant la période que ces enfants attendent la réunification familiale et de faire bénéficier les enfants de cours d'alphabétisation. En cas de fonds supplémentaires, ceux-ci seront investis dans l'esprit de renforcement du volet de réinsertion (éducative et économique), d'une augmentation de réhabilitations communautaires et d'amélioration globale de la protection et bien-être psychosocial d'enfants affectés par le conflit. DRC travaillera en étroite collaboration et avec l'appui technique de l'UNICEF dans la mise en œuvre de ce projet.

Résumé narratif du programme

1. Historique

1. Les conclusions de la Mission conjointe (OCHA, UNICEF, UNDSS, DRC) du 14 juillet 2011 dans la zone du CPJP à Akoursoubak font état de la présence des enfants dans le groupe armée CPJP et relèvent la volonté du groupe armé de mettre à la disposition de UNICEF ces enfants. Lors de cette mission, la CPJP a déclaré sa volonté de retirer sans condition les enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) dans ses rangs. Le 20 novembre 2011, la CPJP et la Représentante Spéciale du Secrétaire-Générale des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Madame Radhika Coomaraswamy, ont signé un plan d'action constituant un engagement du groupe armé et de la part des Nations Unies de faire tous les efforts nécessaires pour assurer le retrait et la réinsertion des enfants.

2. En référence aux Principes de Paris relatif au droit de l'enfant de quitter les forces armées ou les groupes armés, son article 3.11 stipule que « le recrutement ou l'utilisation illégaux d'enfants par des forces armées ou des groupes armés étant une violation de leurs droits, les activités de prévention de ces pratiques doivent être menées en permanence. Il faut s'employer à tout moment à libérer, protéger et réinsérer ces enfants illégalement recrutés et utilisés, sans conditions et sans faire dépendre ces activités d'un processus parallèle de libération ou de démobilisation des adultes »

3. Depuis 2009, DRC est présent dans la préfecture de la Bamingui Bangoran (Ndélé) où elle mène des activités de promotion de sécurité alimentaire et relèvement précoce en faveur des groupements, de protection et promotion des droits humains, de cohésion sociale et de l'éducation.

4. Ces activités constituent des bases pour la réinsertion communautaire durable des enfants associés au groupe armé

2. Raison d'être du Programme

Vu la déclaration de volonté de retrait sans condition des EAFGA de la part de la CPJP en juillet 2011; la signature du plan d'action par la Représentante Spéciale du Secrétaire-Générale des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés et la CPJP du 20 novembre 2011 ; et la position de DRC dans la Bamingui Bangoran et la disponibilité d'une liste faisant état de 24 enfants disponibles pour une réinsertion immédiate, le présent projet répond à l'urgence de prévenir et réduire les risques de violations, d'exploitation et d'abus commis contre les enfants en situation de conflit dans la Bamingui Bangoran, notamment à travers d'une prise en charge des enfants sortis du groupe armé CPJP une prise en charge (recherche et réunification familiale, assistance psychosociale et médicale, intégration scolaire, apprentissage aux petits métiers, appui aux activités génératrices de revenus (AGR), appui matériel à leur familles d'accueil transitoire) et une surveillance des violations graves des enfants en situation de conflit.

Aussi, l'approche holistique de ce projet s'inscrira dans l'aide à la réconciliation dans la Bamingui Bangoran par la mise en place rapide des projets locaux impliquant la participation conjointe des enfants sortis du groupe armé CPJP et les membres de la communauté afin de réduire le risque de méfiance de cette dernière et son appropriation du processus de réinsertion par la mise en place des comités à son sein ayant en charge le suivi de réinsertion des enfants. Enfin, le projet constitue un complément nécessaire d'un projet CHF exécuté par UNICEF portant sur sa surveillance des violations graves contre les enfants en situation de conflits armés en assurant la collecte et relai d'informations aux acteurs de protection concernés. A la base de ces informations, le projet CHF UNICEF prévoit un suivi et des formations.

Résultat 1 : *100 ex EAFGA sont démobilisés et bénéficient d'une prise en charge*

- Au moins 100 enfants issus du groupe armé CPJP sont démobilisés et réunifiés à leur famille et communauté
- Un centre de transit et d'orientation (CTO) est réalisé (équipement cf. budget détaillé)
- 100 enfants sortis du groupe armé CPJP ont reçu un kit non vivre au CTO100 enfants sortis du groupe armé CPJP ont bénéficié d'une prise en charge (hébergement et alimentaire) auprès d'une famille d'accueil (en attendant la réunification familiale)

Activités :

1.1 Définir un plan de contingence pour la prise en charge de 100 enfants sortis du groupe armé CPJP (UNICEF, MICOPAX, officiers de liaison CPJP)
1.2 Réhabiliter et équiper un espace pour l'accueil des enfants sortis du groupe armé CPJP avant leur réunification
1.3 Démobiliser 100 enfants issus du groupe armé CPJP ;
1.4 Assurer une prise en charge de 100 ex EAFGA au CTO (kit CTO, screening médical, soutien psychosocial, recherche familiale…)
1.5 Identifier et soutenir 50 familles d'accueil pour une prise en charge des ex EAFGA.
1.6. Organiser une réunification familiale de 100 ex EAFGA en RCA ; dans le cas où les parents se trouvent à l'étranger, établir un partenariat avec des agences internationales à cet effet

Résultat 2 : *Des activités de soutien à l'alphabétisation, à l'éducation, en agriculture, en apprentissage profesisonnel,des activités génératrices de revenus et des réhabilitations communautaires offrent des opportunités sociales, économiques et favorisent l'auto-promotion des ex EAFGA et enfants vulnérables*

- Autant d'ex-EAFGA sortis du groupe armé CPJP qui le souhaitent et le même nombre d'enfants vulnérables ont bénéficié des cours d'alphabétisation et de rattrapage scolaire
- A la base de l'expérience de DRC avec 160 groupements soutenus, la réintégration économique d'autant d'ex- EAFGA qui le souhaitent et au même nombre d'autres enfants vulnérables est offerte
- 50 enfants bénéficient d'une assistance individuelle de protection
- 3 infrastructures communautaires sont réhabilitées (infrastructures dont la nature est déterminée de manière participative par les communautés d'origine d'enfants ex-EAFGA)

Activités :

2.1 Réduire la vulnérabilité des enfants affectés par le conflit par l'accès à l'éducation, à l'alphabétisation et aux services sociaux de base
2.2 Développer des groupements dans des villages d'origine d'enfants et réinsérer dans les groupements les enfants associés au groupe armé CPJP et autres enfants vulnérables
2.3 Assurer la prise en charge individuelle des enfants vulnérables
2.4. Réhabiliter trois infrastructures communautaires

Résultat 3 : *Les communautés et les autorités locales politiques, administratifs (y compris ceux de structures scolaires) et militaires (autorités militaires de fait et de droit) ont une meilleure compréhension des exigences de protection de l'enfant*

- 6 comités de protection existants établis et établis dans le cadre de projets DRC à Ndélé et dans les alentours sur les axes sont formés, veillent au respect des droits d'enfants et mènent de campagnes de sensibilisation sur les droits d'enfants ;
- 80 autorités locales ont vu augmenter leurs connaissances sur la protection des enfants

Activités :

3.1 Organiser et conduire des séances d'Information, Education et Communication sur les exigences de protection de l'enfant en période de conflit et sur les droits des enfants au profit des autorités

Résultat 4 : *Mise en œuvre du mécanisme de surveillance et de communication de l'informationnsur les graves violations commises contre des enfants selon le mécanisme prévu par la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies*

- Un mécanisme de collecte d'information et de communication des graves violations commises contre des enfants est opérationnel sur le terrain à travers des structures existantes mises en place par DRC.

Activités :

4.1 Collecte et reporting d'informations sur les graves violations commises contre des enfants

Résumé financier du programme

	Total Montant (US$)	Répartition	
		CHF	ECHO
1.1 Fournitures, équipements, transport	223,600	223,600	0
1.2 Personnel (salaires, consultants, voyages, formation)	203,070	203,070	0
1.3 Formation des partenaires	6,000	4,000	2,000
1.4 Contrats	12,000	12,000	0
1.5 Autres coûts directs	8,000	8000	0
Sous-Total	**452,670**	**450,670**	**2,000**
2.0 Appui Administratif Indirect (7%)	31,687	3,1547	140
TOTAL	**484,357**	**482,217**	**2,140**

Partie B: Evaluation Technique

A remplir par le Cluster Lead

4. Evaluation de la proposition par le cluster

[Fournir une synthèse concise de l'évaluation de la proposition. Attacher le tableau des projets avec les signatures du cluster lead et de l'ONG co-lead.]

Le présent projet répond à l'urgence de prévenir et de réduire les risques de violations, d'exploitation et d'abus des EAFGA. La déclaration de volonté de retrait sans condition des EAFGA de la part de la CPJP en juillet 2011 et avec cela la signature le 20 novembre dernier par la CPJP du plan d'action à cet effet fournit le cadre et un contexte propice à la mise en œuvre d'un tel projet. Les préoccupations de protection et les résultats escomptés correspondent au domaine d'actions prioritaires du Cluster Protection et permettent d'atteindre les objectifs stratégiques tels que déterminés. Le projet dans sa conception offre l'opportunité de partenariat avec divers intervenants et satisfait au besoin de complémentarité. S'agissant de la rationalité budgétaire, DRC a fournit des explications indiquant que les coûts restent conformes à ce qui est de pratique. Sur cette base, le projet a le plein soutien du Cluster Protection.

Partie C: Evaluation Administrative

A remplir par OCHA

(a)	Le document de Programme est conforme au format	Oui ☒ Non ☐
(b)	Le budget est conforme aux catégories requises	Oui ☒ Non ☐
(c)	Les frais de gestion sont conformes aux normes admises	Oui ☒ Non ☐

Partie D: Décision du Coordonnateur Humanitaire

A remplir par OCHA

5. Décision du Coordonnateur Humanitaire

☒ Approuvé pour un budget total de **$ 482,217**
☐ Approuvé avec modifications/conditions
☐ Renvoyé avec des commentaires pour une révision de la proposition
☐ Rejeté

Commentaires/Justification:

Ce projet a été approuvé sur recommandation du cluster et de l'avis favorable du comité consultatif du 24 Janvier 2012

Dr MAIGA Zakaria

Coordonnateur Humanitaire a.i, RCA

Signature

08 février 2012

Date

Partie E: Examen de l'Agent administratif

A remplir par l'Agent administratif (PNUD)

6. Action prise par l'Agent administratif:

☐ Programme en conformité avec les dispositions des mémorandums d'accord entre les Nations Unies et le PNUD et les lettres d'accord avec les donateurs.

Agent administratif:
[Nom et titre]

Signature _____ Date _____

Part F: Examen de Agent de gestion (seulement pour les projets des ONGs)

A remplir par l'Agent de gestion (PNUD-RCA)

7. Action prise par l'Agent de gestion:

☐ Programme en conformité avec les dispositions de l'Accord de partenariat avec l'Agent de gestion pour le CHF - RCA

Agent de Gestion:
[Nom et titre]

Signature _____ Date 14/02/12

Attachement No. 1:

CHF Plan de travail

Résultats	Indicateurs	Activités prévues	Par trimestre				Organisation responsable	Budget prévu		
			T1	T2	T3	T4		Source des fonds[1]	Description du Budget	Montant
Résultat 1 : *100 ex EAFGA sont démobilisés et bénéficient d'une prise en charge*	➢ Au moins 100 enfants issus du groupe armé CPJP sont démobilisés et réunifiés à leur famille et communauté ➢ Un CTO est réalisé ➢ 100 enfants sortis du groupe armé CPJP ont reçu un Kit non vivre au CTO	1.1 Définir un plan de contingence pour la prise en charge de 100 enfants sortis du groupe armé CPJP (UNICEF, MICOPAX, officiers de liaison CPJP)	X				UNICEF	UNICEF		0
		1.2 Réhabiliter et équiper un espace pour l'accueil des enfants sortis du groupe armé CPJP avant leur réunification	X				DRC	CHF		33,000
		1.3 Démobiliser 100 enfants issus du groupe armé CPJP ;	X	X	X	X	DRC	CHF		86,458
		1.4 Assurer une prise en charge de 100 ex EAFGA au CTO (Kit CTO, screening médical, soutien psychosocial, recherche familiale…)	X	X	X	X	DRC	CHF		79,436

[1] Si des sources de financement autres que le CHF sont inclus, prière préciser le montant CHF par ligne budgétaire.

		1.5 Identifier et soutenir 50 familles d'accueil pour une prise en charge des victimes des violations graves des droits des enfants y compris des ex EAFGA.	X	X	X	X		CHF		11,000
		1.6. Organiser une réunification familiale de 100 ex EAFGA en RCA ; dans le cas où les parents se trouvent à l'étranger, établir un partenariat avec des agences internationales à cet effet	X	X	X	X		CHF		15,820
Résultat 2 : *Des activités de soutien à l'alphabétisation , à l'éducation, en agriculture, en apprentissage profesisonnel,des activités génératrices de revenus et des réhabilitations communautaires offrent des opportunités sociales, économiques et favorisent l'auto-promotion des ex EAFGA et enfants vulnérables*	➢ Autant d'ex-EAFGA sortis du groupe armé CPJP qui le souhaitent et le même nombre d'enfants vulnérables ont bénéficié des cours d'alphabétisation et de rattrapage scolaire ➢ A la base de l'expérience de DRC avec 160 groupements soutenus, la réintégration économique d'autant d'ex- EAFGA qui le souhaitent et au même nombre d'autres enfants vulnérables est offerte ➢ 50 enfants bénéficient d'une assistance individuelle de protection ➢ 3 infrastructures communautaires sont réhabilitées.	2.1 Réduire la vulnérabilité des enfants affectés par le conflit par l'accès à l'éducation, à l'alphabétisation et aux services sociaux de base		X	X	X		CHF		44,674
		2.2 Développer des groupements dans des villages d'origine d'enfants et réinsérer dans les groupements les enfants associés au groupe armé CPJP et autres enfants vulnérables		X	X	X		CHF		98,574
		2.3 Assurer la prise en charge individuelle des enfants vulnérables	X	X	X	X		CHF		6,000
		2.4. Réhabiliter trois infrastructures communautaires		X	X	X		CHF		27,034

Résultat 3 : *Les communautés et les autorités locales politiques, administratifs (y compris ceux de structures scolaires) et militaires (autorités militaires de fait et de droit) ont une meilleure compréhension des exigences de protection de l'enfant*	➢ 6 comités de protection existants établis et établis dans le cadre de projets DRC à Ndélé et dans les alentours sur les axes sont formés, veillent au respect des droits d'enfants et mènent de campagnes de sensibilisation sur les droits d'enfants ; ➢ 80 autorités locales ont vu augmenter leurs connaissances sur la protection des enfants	3.1 Organiser et conduire des séances d'Information, Education et Communication sur les exigences de protection de l'enfant en période de conflit et sur les droits des enfants au profit des autorités	X	X	X	X		CHF		41,657
Résultat 4 : *Mise en œuvre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les graves violations commises contre des enfants*	➢ Un mécanisme de monitoring et de communication des graves violations commises contre des enfants est opérationnel à travers des structures existantes mises en place par DRC.	4.1 Monitoring et reporting sur les graves violations commises contre des enfants	X	X	X	X		CHF		7,017
Sous-total:										450,670
Appui administratif indirect (7%)										31,547
Total:										482,217

Attachement No. 2: Budget détaillé

Ligne budgétaire	Montant	Répartition	
Ne pas changer les lignes budgétaires	**Total (US$)**	**CHF**	**ECHO**
1.1 Fournitures, équipements, transport	**223,600**	**223,600**	**0**
a) Réhabilitation et équipement d'un CTO[2]	33,000	33,000	
b) Réhabilitation d'infrastructures communautaires (3 infrastructures dont la nature est déterminée de manière participative par les communautés d'origine d'enfants ex-EAFGA)	30,000	30,000	
c) Kit CTO [3] (100*150 USD)	15,000	15,000	
d) Complément alimentaire au CTO (5 mois)	8,000	8,000	
e) Kits de réinsertion (Agrop, éducation, AGR, y compris groupements)	40,000	40,000	
f) Assistance de protection individuelle (frais de suivi et prise en charge de l'enfant pendant et au-delà du CTO, par exemple frais médicaux, achat de biens de base pour faciliter la réunification familiale)	5,000	5,000	
g) Equipements et fournitures programme (entre autres outils de formation, équipements de jeux, 3 ordinateurs, 1 imprimante, outils cuisine, équipement sécuritaire/VHF, équipements et fournitures de bureau de l'équipe programme)	14,000	14,000	
h) Soutien aux familles d'accueil (50 x 200 USD)	10,000	10,000	
i) Fonctionnement CTO (6*1500 USD)	9,000	9,000	
j) Equipement luminaire pour sécurisation CTO	5,000	5,000	
k) Transport enfants (entre autres transport de 100 enfants dans village d'origine)	3,000	3,000	
l) Appui aux réunifications familiales (coût recherche familiale, visites de suivi des familles, entre autres)	2,000	2000	
m) Carburant et entretien moyens roulants	17,000	17000	
n) Contribution achat véhicule 4 x 4 équipé avec matériel de sécurité – impératif sécuritaire dans la zone	18,000	18,000	
o) Per diem agents sur le terrain	2,000	2000	
p) Vols nationaux	3,600	3,600	
q) Voyages internationaux	4,000	4,000	
r) Suivi et évaluation	5,000	5,000	

[2] Réhabilitation d'une infrastructure pré-identifiée à Ndélé (ancienne base DRC) afin d'assurer un accueil adéquat de garçons et de filles en fonction d'un devis déjà établi ; aménagement d'équipement minimal respectant les normes sphères pour l'accueil des ex-EAFGA et dotation de matériel de cuisine et de vaisselle, matériel d'hygiène et de stockage/distribution de l'eau, kits récréatifs, kit infirmerie,…

[3] Kit par enfants : deux pantalons + une culotte + deux chemises + un T-shirt + deux sous-vêtements + une brosse à dent + pâte dentifrice + une paire de babouche (djogo djogo) + éponge + savon + une natte + une couverture + un moustiquaire+un sac + une petite pommade Tiptop + un cahier + un stylo+un équipement sportif

1.2 Personnel	**203,070**	**203,070**	**0**
a) Personnel Programme	**160,100**	**160,100**	**0**
a) Protection Project Manager (12 mois(100%/Ndélé)	67,200	67,200	
b) Coordinateur Protection (2 mois/100%/volante)	13,000	13,000	
c) Chef de base (3 mois/100%/Ndélé)	18,000	18,000	
d) Coordinateur Agropastoral (1 mois/100%/volant)	6,500	6,500	
e) Coordinateur Relèvement précoce (1 mois/100%/volant)	6,500	6,500	
f) Gestionnaire CTO (6 mois/100%/Ndélé)	3,600	3,600	
g) Travailleurs sociaux CTO (10 *6 mois/100%/Ndélé)	24,000	24,000	
h) Magasiniers CTO (1*5 mois/100%/Ndélé)	1,500	1,500	
i) Gardiens CTO (5 * 6 mois/100%/Ndélé)	9,000	9,000	
j) Cuisiniers (CTO) (2*5 mois/100%/Ndélé)	1,300	1,300	
k) Infirmier (CTO) (1*5 mois(100%/Ndélé)	2,000	2,000	
l) Chargé de la réinsertion (agrop, AGR, apprentissage professionnel, éducation) (3*12 mois/100%/Ndélé)	7,500	7,500	
b) Personnel Support	**42,970**	**42,970**	**0**
a) Chef de mission (1 mois)	8,670	8,670	
b) Coordonnateur Logistique (2 mois)	12,000	12,000	
c) Responsable Fin/Admin (6mois)	6,000	6,000	
d) Responsable Logistique (6mois)	6,000	6,000	
e) Assistant Logisticien Base (6 mois/Ndélé)	4,250	4,250	
f) Assistant Admin/Fin Base (6mois/Ndélé/)	4,250	4250	
g) Chauffeur (6 mois/Ndélé)	1,800	1,800	
1.3 Formation des partenaires	**6,000**	**4,000**	**2,000**
a) Formations des autorités locales et comités de protection	6,000	4,000	2,000

1.4 Contrats	**12,000**	**12,000**	**0**
a) reproduction IEC	5,000	5,000	
b) Visibilité et sensibilisations (moyens de visibilité : pancartes, stickers, t-shirts, émissions radio, communications de presse, etc.)	7,000	7,000	
1.5 Autres coûts directs	**8,000**	**8,000**	**0**
a) Location installations DRC Ndélé (5 mois)	4,000	4,000	
b) Connexion internet base DRC (6 mois)	1,500	1,500	
c) Entretien et carburant groupe électrogène base DRC	1,000	1,000	
d) Sécurisation base DRC	1,000	1,000	
e) Equipement et fournitures personnel administratif	500	500	
Sous-Total	**452,670**	**450,670**	**2,000**
2.0 Appui Administratif Indirect (7%)	31,687	31,547	140
Budget total du projet	**484,357**	**482,217**	**2,140**